Le FIDA et les Organisations Paysannes

Partenariats en Action: 2012-2013

Rapport à la Réunion Mondiale du Forum Paysan
Organisée à l'occasion de la trente-septième session
Du Conseil des Gouverneurs du FIDA

17-18 Février 2014

Vue d'ensemble et conclusions

Vue d'ensemble et conclusions

Huit années se sont écoulées depuis la première réunion mondiale du Forum paysan, et le partenariat entre le FIDA et les organisations paysannes et de producteurs ruraux (OP) fait désormais partie du *modus operandi* du FIDA.

Le présent rapport constitue, de la part du FIDA, la plus complète des tentatives visant à dresser un bilan des différentes expériences de collaboration avec les OP et à recenser les tendances régionales qui émergent. Cette démarche offre un point de départ pour la reproduction à plus grande échelle des approches réussies et leur élargissement à d'autres pays et d'autres contextes. Le rapport analyse les modalités du partenariat en cours pendant la période 2012-2013, et met en lumière les expériences réussies et les réalisations observées dans les programmes - pays du FIDA et dans son portefeuille de dons. Le rapport s'appuie sur les résultats d'une enquête réalisée auprès des chargés de programme pays du FIDA, d'entretiens avec des membres concernés du personnel du FIDA et d'une étude sur dossier approfondie de documents concernant des projets en cours et de nouveaux projets, ainsi que certains dons régionaux et programmes - pays.

Le rapport aborde différents éléments du partenariat : au niveau des pays, avec la participation des OP à la conception et l'exécution des stratégies - pays du FIDA et de ses projets d'investissement; au niveau régional, par le biais des programmes-cadres de dons aux OP; et au niveau mondial, en appuyant les OP dans l'élaboration de positions communes en matière de plaidoyer et de normes communes d'action des pouvoirs publics en rapport avec l'agriculture paysanne et familiale durables.

Le présent rapport constitue la contribution du FIDA à la cinquième réunion mondiale du Forum paysan, et doit servir de base aux débats et offrir une occasion de recenser de nouveaux moyens de renforcement du partenariat et d'exploitation de ses résultats.

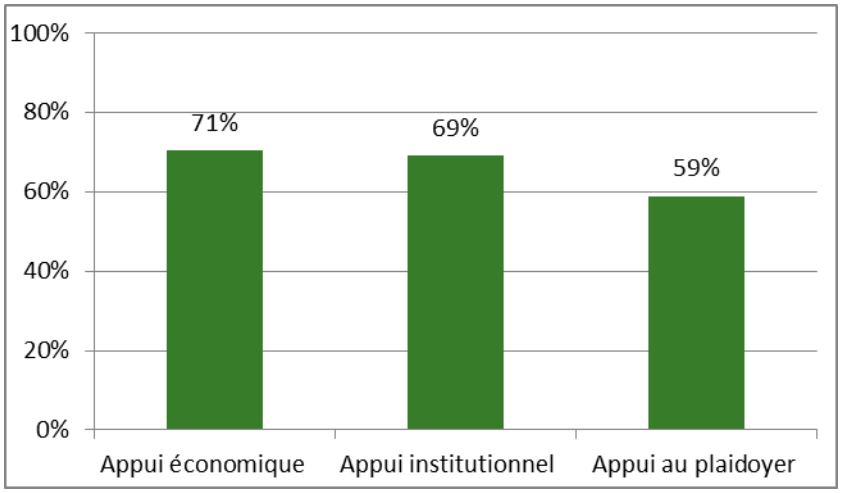
Le rapport aborde les préoccupations formulées lors de la précédente réunion mondiale du Forum paysan (FAFO), en 2012. Les Sections I.A, I.B et II du rapport contiennent un retour d'information sur les demandes, exprimées dans la synthèse des délibérations adoptée à la fin de la réunion de 2012, de participation systématique des OP à la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP), des programmes et des projets. La demande de renforcement des capacités des OP en matière de gestion des savoirs est partiellement traitée dans la section I.C sur les outils et les stratégies spécifiques utilisés pour faciliter le partenariat entre le FIDA et les OP. La Section I.D présente des informations sur la demande d'établissement, au sein du programme de dons du FIDA, d'un guichet de dons spécifiquement consacré à la fourniture d'un appui direct et inclusif aux OP. On trouvera dans la même section une réponse à la demande d'un appui à certains efforts de plaidoyer menés par des OP à l'échelle mondiale, comme celui relatif aux Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux forêts et aux pêches ou celui relatif au programme RIO+20. La Section III rend compte du suivi des recommandations issues de la Session spéciale de 2012.

Partenariats au niveau national dans le cadre de projets d'investissement en cours financés par le FIDA

L'appui au partenariat dans le cadre de l'exécution de projets en cours financés par le FIDA représente la forme de partenariat principal entre les OP et le FIDA. L'analyse[1] montre que 76% des partenariats prévus au stade de la conception au cours de la période 2006-2011 se poursuivaient encore en 2012-2013. Parmi les OP concernées, 55% agissent au niveau infranational,[2] 29% sont des unions ou des plateformes paysannes nationales, et 14% sont organisées sur la base de produits agricoles spécifiques.

L'analyse montre qu'il existe un équilibre, dans la répartition par objectifs de ces partenariats, entre ceux qui appuient la prestation de services économiques et ceux qui visent au renforcement des capacités institutionnelles des OP. L'analyse a également constaté l'existence, dans 19% des projets étudiés, de "partenariats avancés", où les OP sont responsabilisées de manière à participer directement à la planification, l'exécution et le suivi des projets.

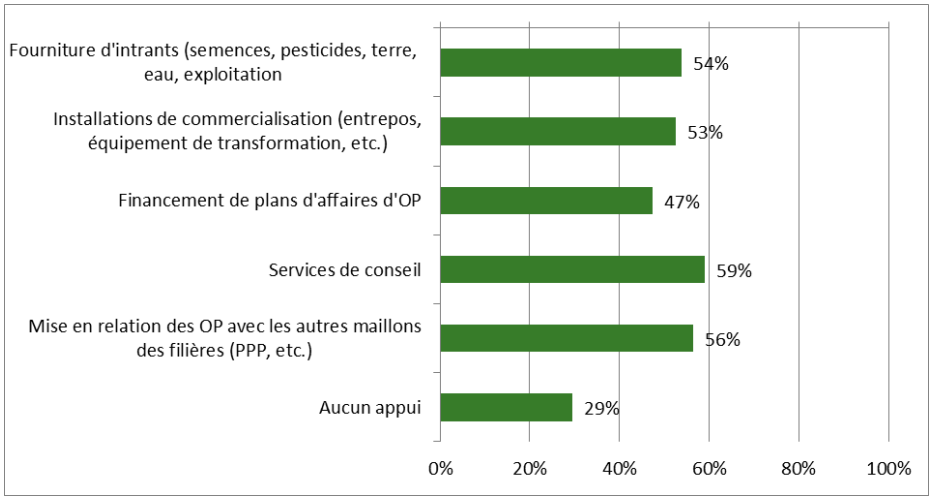
Figure 1 Type d'appui fourni aux OP par les projets approuvés au cours de la période 2006-2011



[1] Au cours de la période 2006-2011, le FIDA a approuvé 197 projets pour une valeur totale de 3,9 milliards d'USD. On trouve, dans cet ensemble de projets, un sous-ensemble de 115 projets, d'une valeur de 2,4 milliards d'USD, qui prévoyaient une collaboration avec des OP pour leur exécution. L'analyse des projets en cours présentée dans ce rapport est basée sur l'examen de partenariats au sein de ce sous-ensemble de projets, réalisé par le biais d'une enquête auprès des chargés de programme - pays du FIDA (CPP). Les résultats de l'enquête couvrent 78 projets, soit 68% du sous-ensemble mentionné ci-dessus. Sur ces 78 projets, 59 encouragent les partenariats avec les OP au stade de l'exécution.

[2] Les OP actives au niveau infranational vont d'OP locales à des fédérations d'OP régionales.

Figure 2 - Ventilation par type d'appui économique



Note: L'analyse porte uniquement sur les projets en cours approuvés entre 2006 et 2011 et prévoyant un partenariat avec des OP au stade de l'exécution du projet

C'est au niveau des communautés de base que les partenariats mis en place dans le cadre des projets financés par le FIDA présentent les approches et les résultats les plus innovants :

- utilisation d'outils de cartographie et de diagnostic pour observer les résultats des partenariats et les améliorer en prenant pour base la maturité des organisations paysannes (exemples du PRODAM au Sénégal et du PPR au Paraguay, et d'autres projets dans les régions LAC et WCA) ;
- appui aux plans d'affaire des coopératives/OP (exemples de projets en Amérique latine) et initiatives de PPP (par exemple au Liberia et à Sao Tomé-et-Principe), qui encouragent la mise au point de modèles de développement durables et viables favorisant l'agriculture familiale par le biais d'un appui aux OP;
- élaboration d'un nouveau modèle (comme le projet PNAAFA en Guinée) destiné aux réseaux d'OP nationales organisés par l'intermédiaire de Fédérations régionales, qui a permis aux OP de jouer, grâce à la formule des plans d'action pluriannuels, un rôle pilote dans l'exécution des projets financés par le FIDA.

Évolution des partenariats régionaux entre le FIDA et les OP

Les approches spécialement adaptées, telles qu'elles ont été utilisées au cours des huit dernières années, ont eu pour résultat un portefeuille de projets favorisant les investissements dans l'agriculture paysanne et familiale en partenariat avec les OP. Cette évolution ne s'est pas produite de la même manière dans les différentes régions.

a) Amérique latine & Caraïbes (LAC)

Dans la région LAC, la tendance principale consiste encore à appuyer les OP du premier niveau en renforçant progressivement leurs capacités sur les plans institutionnel et technique, et également à financer les plans d'affaire des OP.

L'appui aux plans d'affaire des OP suit différentes approches :

- au Paraguay, l'appui passe par un processus en deux étapes. Dans la première, les OP proposent un plan de renforcement des capacités (CBP) et obtiennent pour cela un financement, en vue d'améliorer la gestion institutionnelle, la gouvernance et la gestion du crédit, ainsi que les capacités techniques en rapport avec leurs principales cultures. Dans la seconde étape, les OP conçoivent des plans d'investissement (ou des plans d'affaire) et demandent ensuite au projet de les financer.

Cette approche est combinée à une évaluation du niveau de maturité des OP, qui détermine le type d'appui qu'apportera le projet. Le processus renforce les capacités des OP, et les autonomise en leur confiant la responsabilité de la gestion des fonds pour le CBP et les plans d'affaire;

- au Honduras, un appui est également fourni aux CBP en combinaison avec les plans d'investissement, mais ces derniers dépendent du niveau de développement des OP concernées: les OP les plus solides qui fournissent au marché des produits en gros et entretiennent des relations stables avec les acheteurs sont invitées à soumettre des plans d'affaire, tandis que les OP moins solides préparent des plans de développement productif principalement axés sur les questions de sécurité alimentaire. Les deux types de plans incluent des investissements dans les moyens de production collectifs et privés des agriculteurs, ainsi que de la formation.

En outre, dans la région LAC, et plus particulièrement dans la sous-région du MERCOSUR, de solides liaisons ont été établies, par le biais d'initiatives de dons régionaux, pour appuyer la concertation sur les politiques entre les gouvernements, les institutions régionales et les OP d'une part, et les programmes nationaux du FIDA de l'autre. Tel est le cas des initiatives MERCOSUR-REAF grâce auxquelles la concertation sur les politiques au niveau régional a eu un impact positif sur la stratégie de ciblage des programmes - pays du FIDA. Prenant pour base l'expérience du Brésil, où des registres nationaux sont utilisés depuis de nombreuses années pour le ciblage, des registres nationaux similaires des producteurs familiaux ont été créés en Argentine, au Paraguay et en Uruguay, ce qui a permis aux projets du FIDA dans ces pays d'améliorer sensiblement leurs méthodologies de ciblage.

b) Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)

Dans la région WCA, l'accent a été mis, au cours de la période 2012-2013, sur le renforcement de la participation des OP à la conception des projets/COSOP. Ainsi, 56% des nouveaux projets et 100% des nouveaux COSOP ont associé les OP comme "acteurs spéciaux". Cette tendance positive a été favorisée par deux ensembles de bonnes pratiques : i) la cartographie et/ou le diagnostic des OP, dans 67% des projets nouvellement conçus et ii) l'utilisation d'un important don accordé à AgriCord pour renforcer la capacité de participation des OP aux programmes - pays du FIDA.

On peut remarquer, dans le portefeuille de WCA, quelques configurations de projets particulièrement innovantes, qui autonomisent les OP en leur attribuant la responsabilité de la gestion d'une ou de plusieurs composantes d'un projet; c'est le cas, par exemple, du PNAAFA en cours en Guinée et du Projet de services agricoles et organisations de producteurs (PSAOP2) achevé au Sénégal. Un appui financier a été apporté aux plans d'affaire des OP à Sao Tomé-et-Principe, au Liberia et au Sénégal. Des partenariats public-privé (PPP) innovants ont été établis au Sénégal, où le Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA) appuie un mécanisme de partenariat entre les OP et les opérateurs de marché de filières spécifiques. Au Liberia, un exportateur privé de cacao a conclu des accords avec des coopératives qui lui livreront leur production et dont les membres obtiendront un appui pour la remise en état de 1 000 hectares de petites exploitations de cacao. Par ailleurs, le don PAOPA a été utilisé pour le renforcement des capacités institutionnelles et de plaidoyer des membres des réseaux ROPPA et PROPAC.

c) Afrique orientale et australe (ESA)

Dans la **région ESA**, le partenariat avec les OP a évolué dans deux directions : recrutement des OP comme prestataires de services et association des OP aux filières en tant qu'actionnaires des entreprises de transformation.

Au Kenya, par exemple, la Fédération nationale des producteurs agricoles du Kenya (KENFAP) a été chargée par contrat par le Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs (SHoMaP) d'améliorer la structure des filières et d'encourager la demande de la part des OP locales membres. De même, en Zambie, le Syndicat national des agriculteurs zambiens (ZNFU) a été chargé par le Programme de promotion des petites agro-industries (SAPP) de consolider ses services basés sur des SMS offerts aux agriculteurs et aux négociants/transformateurs.

Dans certains pays de la région ESA, cette stratégie évolue vers la promotion d'**entreprises de transformation lancées à l'initiative** des paysans et dont les OP sont les actionnaires. Au Rwanda, le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations (PRICE) vise à appliquer à plus grande échelle, en l'améliorant, le modèle opérationnel de PPP élaboré par le Projet de développement des cultures de rente et d'exportation (PDCRE), afin d'aider les coopératives de producteurs de thé à investir pour devenir actionnaires des usines de thé. En Ouganda, le Kalangala Oil Palm Growers Trust (KOPGT), créé par le FIDA, intervient, dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement de la production d'huile végétale (VODP2), à titre d'intermédiaire auprès du secteur privé pour le compte des petits planteurs et pour fournir un appui technique et un financement afin de favoriser leur développement.

d) Asie et Pacifique (APR)

Dans la **région APR**, le partenariat du FIDA avec les OP, inscrit dans le contexte du Programme de coopération à moyen terme (MTCP), aide avec succès les OP à promouvoir les intérêts des petits exploitants ruraux dans les concertations sur les politiques aux niveaux national, sous-régional et régional (comme au Viet Nam et au Népal). Au niveau national, en outre, les projets financés par le FIDA utilisent principalement des approches davantage axées sur les filières et les PPP (comme en Chine), et le financement de propositions de micro-projets (comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée). Une moindre importance a été accordée à la participation des OP à la conception des projets, la préférence allant à un partenariat stratégique au cours de l'exécution du programme de pays. La seule exception est celle du Viet Nam, où l'Association des paysans du Viet Nam (APV) et ses membres ont été associés dès le départ au processus de consultation relatif au nouveau COSOP et, par la suite, aux activités des projets.

Pour le MTCP, la période 2012-2013 a été celle d'une transition, au cours de laquelle s'est achevée sa première phase (MTCP1, 2009-2012). La conception de la deuxième phase (MTCP2) a été caractérisée par une approche hautement participative et innovante associant toutes les plateformes d'OP. Ainsi, alors que le MTCP1 était principalement géré par des agences techniques (comme l'Association de travailleuses indépendantes (SEWA), en Inde, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par exemple), le MTCP2 prévoit uniquement des partenariats avec des plateformes et/ou des consortiums d'OP à des fins de gestion. En conséquence, le FIDA a apporté un appui à la constitution du ***Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique*** (PIFON) et au renforcement de ses capacités de gestion. De ce fait, le PIFON est désormais un partenaire clé du MTCP 2, dont la mise en œuvre a été élargie à la sous-région des îles du Pacifique.

e) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe orientale (NEN)

Dans la région NEN, la forte diversité des contextes nationaux complique l'exercice de détermination de tendances régionales, mais crée aussi des possibilités d'apprentissage et d'échange d'expériences. Au niveau des pays, une tendance est commune, celle de la promotion d'**approches à vocation commerciale**, par le développement de partenariats entre les OP et des entreprises privées traitant de produits spécifiques, comme le projet de développement agricole dans la région de Noubaria Ouest (WNRDP) en Égypte, et le Projet d'investissement dans le secteur de la pêche (FIP) au Yémen. L'appui aux OP est donc axé sur leur capacité à développer des partenariats dans les filières et à répondre aux exigences du marché.

Des OP plus avancées sont parfois recrutées par des projets financés par le FIDA pour jouer le rôle de prestataires de services auprès de leurs homologues (comme dans le cadre du Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, en Moldavie). En Afrique du Nord, les projets financés par le FIDA adoptent couramment des approches filières associant les OP sectorielles au niveau local. Toutefois, ces OP sont habituellement considérées comme des bénéficiaires directs, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas habilitées à exécuter des activités des projets ni à gérer des fonds associés (exemple du Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza, au Maroc).

Au niveau régional, la portée géographique de la phase principale du PAOPA a été étendue à l'Afrique du Nord par le biais de son appui à l'Union maghrébine des agriculteurs (UMAGRI). Les modalités d'exécution

du PAOPA prévoient qu'un appui institutionnel sera fourni à l'UMAGRI pendant les deux premières années de la période quinquennale d'exécution, ainsi qu'un appui en matière de concertation sur les politiques.

Partenariat pour la formulation des stratégies de pays et dans la conception des nouveaux projets – évolutions en 2012-13

Après une progression régulière au cours de la période 2006-2011, le développement des partenariats entre le FIDA et les OP pour la formulation des stratégies - pays (COSOP) et la conception de nouveaux projets d'investissement a stagné en 2012 et 2013.

L'examen de 16 COSOP et de 58 projets approuvés au cours de la période 2012-2013 montre que la **participation d'ensemble**, sous diverses formes, des OP à la phase de conception est demeurée relativement **stable**. On observe toutefois une **baisse de leur participation active** (à titre d'acteurs spéciaux) aux processus de conception des COSOP et des projets. Cela pourrait s'expliquer par le fait que le FIDA ne dispose pas d'instruments et d'outils spécifiques pouvant guider ce processus et/ou par certains facteurs externes : nature des projets n'exigeant pas de participation, contextes politiques défavorables, ou problèmes liés à la capacité et la crédibilité des OP au niveau national, par exemple.

Figure 3. Évolution de la fréquence de la participation des OP à la formulation des COSOP au cours des quatre dernières périodes biennales (2006-2013)

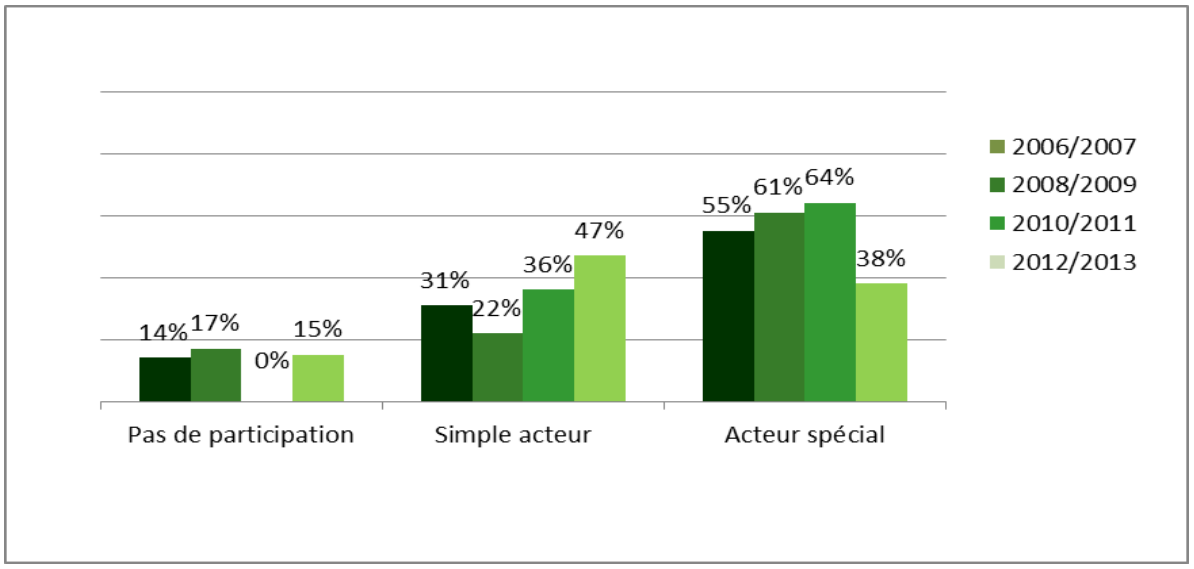
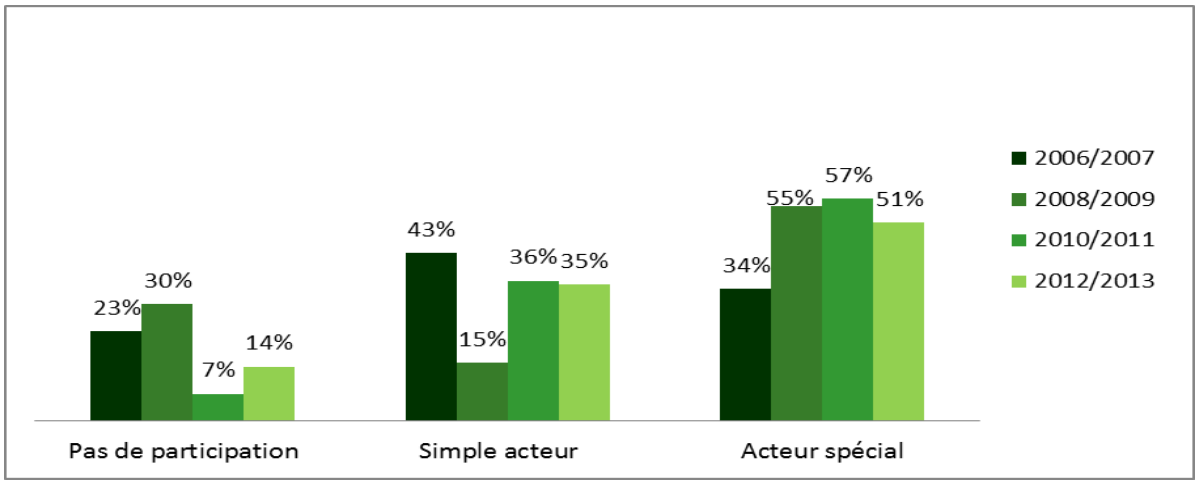


Figure 4 Évolution de la fréquence de la participation des OP à la conception des projets au cours des quatre dernières périodes biennales (2006-2013)



Divers outils et stratégies élaborés au cours de la période 2012-2013 pourraient contribuer à surmonter certaines des difficultés mentionnées ci-dessus, comme par exemple:

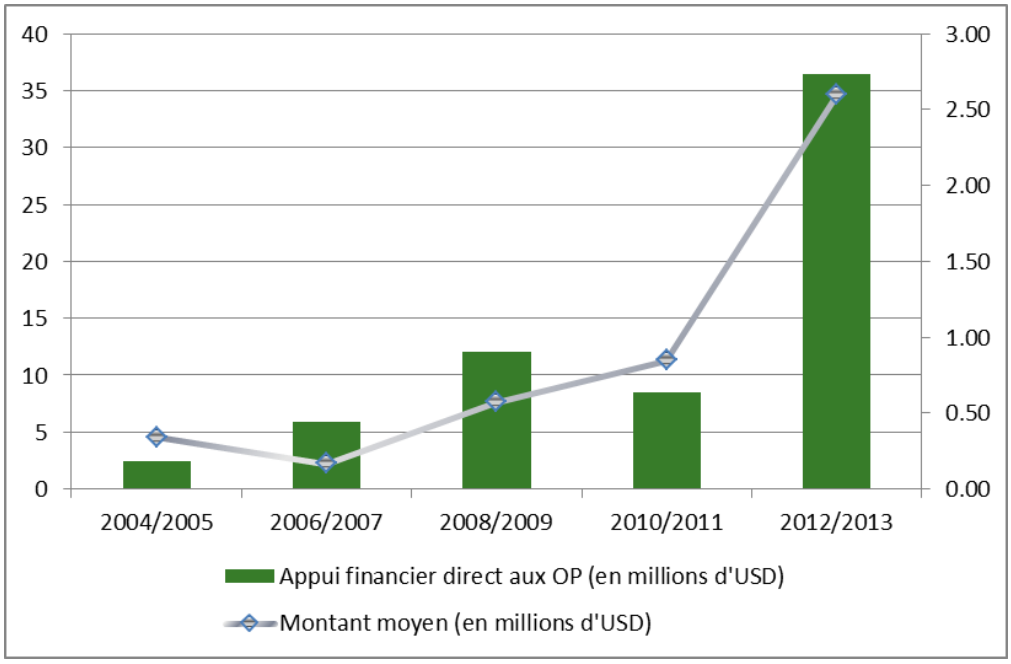
- **l'outil de gestion des savoirs intitulé** *"Pour un partenariat efficace avec les organisations paysannes et de producteurs ruraux,"* élaboré par la Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA) du FIDA ;
- **la cartographie et le diagnostic des OP,** réalisés dans 61% des nouveaux projets et qui ont permis au FIDA de mieux comprendre les points forts et les points faibles des diverses OP, et donc de mieux choisir les partenaires d'exécution et de mieux cibler les bénéficiaires des projets ;
- **l'outil de S&E permettant de mesurer le niveau d'autonomie et les progrès réalisés par les OP** appuyées par les projets du FIDA, mis au point au Sénégal par le Projet de développement agricole de Matam (PRODAM), pionnier en la matière, puis reproduit dans le portefeuille du FIDA en Guinée. Des outils du même type ont été élaborés au Paraguay, au Mozambique et en Zambie, ainsi que dans la région Asie et Pacifique ;
- **l'adaptation des exigences d'exécution du projet aux réalités des OP,** entreprise par le PNAAFA en Guinée. Elle a pris la forme d'un manuel de procédures simplifié, de formations portant sur son utilisation organisées à l'intention des OP et de l'introduction de nouvelles modalités de passation des contrats avec les OP, sous la forme de protocoles d'accord bisannuels ;
- **l'appui aux OP faîtières,** fourni par le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF), au Congo, afin d'encourager la structuration des OP du niveau local au niveau national.

Appui financier direct aux OP

Une vue d'ensemble mondiale de la stratégie du FIDA concernant les dons et les investissements financiers destinés aux OP montre que les **programmes de dons régionaux** constituent la source de 86% du financement direct fourni aux OP et que, depuis l'approbation de la deuxième phase de programmes d'appui aux OP en Afrique et en Asie, leur volume a été multiplié par 4,3 par rapport à la période biennale précédente, passant de 8,5 à 36,4 millions d'USD. Le financement sous forme de dons a également pris une forme plus sélective et stratégique. Alors que le nombre des dons n'a que légèrement augmenté, leur taille moyenne est passée de 0,86 million d'USD à 2,6 millions d'USD.

Figure 5 - Appui financier direct aux OP: volume total du programme de dons et montant

moyen



Une analyse des données relatives aux 14 dons approuvés en faveur des OP au cours de la période 2012-2013 fait apparaître les tendances suivantes :

a. Dans les programmes régionaux, la demande et l'autonomisation ont été les éléments moteurs, puisque les dons régionaux sont lancés en réponse aux plateformes régionales d'organisations paysannes et des OP participantes, qu'ils sont dans une large mesure gérés par ces instances, et qu'ils prennent en compte leurs besoins.

b. D'importantes alliances entre donateurs ont été réalisées par l'intermédiaire de ces programmes régionaux. On peut citer, par exemple, le partenariat entre la Commission européenne (CE), l'Agence suisse de développement et de coopération (DDC), l'Agence française de développement (AFD) et le FIDA dans le cadre du PAOPA et le cofinancement par le FIDA et la DDC du MTCP. Avec ces deux programmes, le FIDA a pu mobiliser au total 26,4 millions d'USD à titre de cofinancements (85% du coût total des deux programmes, dont une contribution de la CE de 19,5 millions d'USD).

c. L'alliance avec la CE est allée au-delà du PAOPA. L'appui financier de la CE au programme AgriCord "les paysans en lutte contre la pauvreté en Afrique" (FFP/A) est acheminé par l'intermédiaire du FIDA. Par conséquent, le PAOPA et le FFP/A développent des efforts complémentaires en appuyant d''une part les OP nationales et régionales (par le biais du PAOPA) et d'autre part les OP de niveau inférieur (par le biais du programme FFP/A).

d. Les programmes régionaux ont aussi favorisé un engagement à long terme, décrit ci-dessous :

- **Le Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA)** a été lancé en 2009, sous forme de programme pilote, pour renforcer la capacité des OP et de leurs réseaux régionaux et panafricains à influer sur les politiques et à appuyer les programmes ayant une incidence sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire en Afrique. La phase principale du PAOPA a été prolongée pour une période de cinq ans (2013-2017) et élargie afin de couvrir une zone géographique plus étendue et d'apporter un appui à 68 OP nationales dans 49 pays, à cinq réseaux régionaux, et à l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (PAFO).

- **Le Programme de coopération à moyen terme (MTCP) avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique,** lancé en 2009, a pour objectif d'améliorer les moyens de subsistance des producteurs ruraux pauvres par : i) le renforcement des réseaux d'OP ; ii) le renforcement de la participation des OP au dialogue politique et iii) la promotion de la participation des OP aux programmes - pays du FIDA. La deuxième phase du MTCP, conçue de manière participative, étendra ses activités et son appui à d'autres pays de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est ainsi qu'à la région Pacifique, en adoptant une structure d'exécution davantage impulsée par les OP.

- **En Amérique latine, le Programme FIDA-MERCOSUR-REAF** encourage depuis près de 15 ans une concertation régionale inclusive sur les politiques dans la région du Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR). L'une de ses principales réalisations réside dans la création de la Commission de l'agriculture familiale (REAF), une plateforme associant des représentants de haut niveau des pouvoirs publics et des représentants des paysans nationaux, qui a apporté plusieurs contributions significatives à l'élaboration de politiques et d'institutions publiques appuyant l'agriculture familiale, et notamment la création de registres nationaux de l'agriculture familiale en Argentine, en Uruguay et au Paraguay ; la conception et l'exécution de projets pilotes en matière d'assurance pour l'agriculture familiale en Argentine et au Paraguay ; et l'appui aux processus de réforme institutionnelle consacrés aux producteurs familiaux en Argentine et en Uruguay. Un nouveau programme de don a été élaboré en 2012-2013 afin de poursuivre l'appui à la participation des OP familiales à la concertation sur les politiques et de partager l'expérience du MERCOSUR-REAF avec d'autres pays et d'autres régions.

En outre, huit petits dons régionaux ont été élaborés au cours de la période 2012-2013, afin de **promouvoir la participation des OP à des réunions de haut niveau sur des questions essentielles en rapport avec la durabilité de l'agriculture familiale** comme solution au problème de la sécurité alimentaire mondiale.[3]

Des dons du FIDA ont également été utilisés pour l'appui des OP au niveau national par le biais :

- **de la fourniture d'une assistance technique**, en collaboration avec AgriCord. Exécutant actuellement trois ensembles de dons financés ou acheminés par le FIDA, AgriCord appuie les OP les plus faibles sous la forme d'un renforcement institutionnel et apporte aux OP plus puissantes un accompagnement professionnel assuré par des pairs et une sensibilisation aux questions de concertation sur les politiques. Ces dons ont eu pour résultat clé l'acquisition par les OP bénéficiaires d'un pouvoir de levier qui leur a permis de mobiliser d'autres appuis ;

- **du financement d'initiatives pilotes** et notamment : i) "Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés" (ESFIM), qui avait pour objectif d'appuyer un travail en coopération entre des OP nationales et des instituts de recherche pour la conduite d'analyses sur des questions relatives au marché, afin d'influencer les politiques des pouvoirs publics dans un sens favorable aux petits paysans de dix pays pilotes ; ii) mettre à l'essai le système de warrantage comme modèle possible d'appui à la commercialisation et à l'accès au crédit saisonnier pour les petits exploitants au Burkina Faso et en Mauritanie.

[3] Ces dons ont : i) appuyé la participation des OP au processus d'élaboration des Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux forêts et aux pêches, ainsi que des Directives internationales visant à garantir des pêches artisanales durables (IG-SSF) ; ii) appuyé la participation des OP à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio en 2012 (RIO+20) et iii) assuré la promotion, au niveau mondial, de l'Année internationale de l'agriculture familiale. Un don a également été conçu en 2013 pour appuyer le Réseau intercontinental des organisations d'agriculteurs biologiques (INOFO) dans son programme d'autonomisation et de promotion du rôle et des intérêts des agriculteurs biologiques dans le partenariat avec les institutions nationales et internationales.

Une importance croissante accordée à des groupes spécifiques dans le cadre du partenariat FIDA-OP

Depuis la création du Forum paysan en 2006, le FIDA s'est progressivement engagé à prêter une attention particulière à des groupes spécifiques au sein des OP ou à des organisations structurées autour de moyens de subsistance spécifiques. Au cours de la quatrième réunion mondiale du Forum, les paysans avaient invité le FIDA à s'engager davantage aux côtés des femmes dirigeantes au sein des OP; à aborder les questions relatives à la jeunesse et à mettre l'accent sur la pêche artisanale afin de promouvoir la compréhension de son rôle dans la sécurité alimentaire et d'accroître, parmi les décideurs, la reconnaissance et la visibilité de ce secteur.

a) Engagement accru du FIDA en faveur de l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans les OP

C'est en 2012 qu'a été adoptée la "Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes", confirmant la volonté institutionnelle du FIDA de promouvoir la participation des femmes aux instances dirigeantes. L'un des trois objectifs stratégiques assignés à cette politique du FIDA est de *"permettre aux femmes et aux hommes d'avoir une voix et une influence égales dans les institutions et les organisations rurales".* Ainsi, le FIDA a lancé un ensemble d'initiatives et d'interventions concrètes visant à renforcer la participation des femmes aux instances dirigeantes des organisations rurales :

- **Le programme en faveur de l'accès des femmes aux poste de responsabilité (RWLP)** a été mis en œuvre au cours de la période 2010-2012. Il avait pour objectif d'augmenter la réactivité des politiques, des institutions et des programmes nationaux aux besoins et au potentiel des femmes rurales, en œuvrant à la création d'un contexte porteur et, parallèlement, en renforçant les capacités des femmes rurales leaders..[4]
- **Le don "Participation des femmes rurales aux instances dirigeantes"** a été conçu en vue d'accentuer et de reproduire à plus grande échelle l'impact du RWLP en renforçant les capacités et la représentation des femmes rurales au sein des OP dans plusieurs nouveaux pays de la région APR.[5]
- **Le don "Gestion des savoirs et apprentissage pour l'autonomisation des femmes au sein des groupes de producteurs ruraux en Afrique orientale et australe"**[6] profite également de l'élan créé par le RWLP, avec pour objectif de mieux faire entendre la voix des femmes rurales et des petits producteurs familiaux dans les processus décisionnels.

On peut citer, parmi les activités complémentaires, l'élaboration de manuels consacrés aux moyens d'encourager la participation des femmes aux instances dirigeantes des OP[7] et la création de MERCOSUR Mujeres, une commission spécialisée traitant des problèmes du développement rural et des femmes dans l'agriculture familiale.

b) Engagement du FIDA en faveur de la jeunesse rurale

Donnant suite aux recommandations de la réunion mondiale 2012 du FAFO, qui préconisaient un appui à la jeunesse rurale, le FIDA a entrepris, au niveau institutionnel, un certain nombre d'activités à cet égard au cours de la période 2012-2013. Il s'agit notamment de la désignation d'un **coordinateur pour la jeunesse** au sein de chacune des divisions régionales du FIDA; de la rédaction de **notes d'orientation** sur l'amélioration des moyens de subsistance des jeunes ruraux, femmes et hommes; ainsi que d'un certain nombre d'études, examens et outils de gestion des savoirs émanant du FIDA et de sources externes. Six

[4] Le programme a été exécuté à Madagascar, au Népal, aux Philippines et au Sénégal.
[5] Maldives, Sri Lanka, Mongolie, Tadjikistan, région Pacifique, et République démocratique populaire lao.
[6] Activités exécutées en Tanzanie, en Ouganda et au Malawi.
[7] Élaborés et adoptés par des projets du FIDA en Guinée, au Bénin, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire.

nouveaux dons spécifiquement destinés à la jeunesse ont été conçus au cours de la période 2012-2013 et sont maintenant en phase d'exécution.

Bien qu'il n'y ait pas encore, dans l'approche du FIDA, de lien explicite entre la responsabilisation des jeunes et le rôle potentiel qu'ils pourraient jouer au sein des OP, quelques projets ont commencé à établir un lien entre l'appui aux jeunes et l'appui aux OP. Le plus remarquable parmi ceux-ci est, au Mali, le Projet de Formation professionnelle, Insertion dans les filières agricoles et appui à l'Entreprenariat des jeunes Ruraux (FIER), qui a associé les OP et les organisations de la jeunesse rurale au processus de conception et qui prévoit l'introduction, pour les jeunes, d'une formation professionnelle en rapport avec les possibilités économiques liées au développement des exploitations familiales.

c) Engagement du FIDA auprès des pêcheurs artisanaux

Un groupe de travail sur les pêches durables s'est réuni, au cours de la réunion mondiale du Forum paysan de 2012, pour examiner la manière dont les organisations de pêcheurs et leurs actions collectives pourraient contribuer à une gestion durable des ressources halieutiques tout en augmentant les revenus. Le groupe a souligné une double nécessité : accroître la visibilité du secteur et la reconnaissance de sa contribution à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, et lui apporter un appui par un renforcement de ses capacités institutionnelles et technique, et par des partenariats.

L'appui du FIDA aux pêcheurs artisanaux a été principalement axé, à ce jour, sur le renforcement de leur participation à la conception des **Directives internationales visant à garantir des pêches artisanales durables** (IG-SSF)**.** À cet effet, le FIDA a lancé deux dons complémentaires. Les consultations organisées grâce à ces dons ont débouché sur de nombreux enseignements et, par conséquent, sur des possibilités de renforcer l'appui du FIDA aux projets axés sur la pêche et aux organisations de pêcheurs.

Conclusion

Huit ans se sont écoulés depuis sa création et le processus du Forum paysan a démontré sa pertinence. Il a, en fait, changé les modes de coopération entre le FIDA et les OP. On observe depuis peu, toutefois, que l'approfondissement des collaborations au stade de la conception des projets stagne, ce qui donne à penser que le processus actuel a atteint un point de saturation dans ce domaine central. Cela pourrait sembler paradoxal, alors même que les possibilités de coopération dans le cadre de projets de développement de l'agriculture paysanne augmentent parallèlement aux propres efforts des OP pour le renforcement de leurs capacités. Le processus du Forum doit être réformé pour l'adapter aux changements internes du FIDA et des OP, ainsi qu'à la plus grande ouverture des organisations intergouvernementales à la société civile (comme dans les processus du GAFSP et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale) et, plus important encore, pour réaliser un grand bond en avant en termes de partenariat durable et continu avec les OP – à partir de la base.

L'évolution des partenariats a tourné, au cours des huit dernières années, autour d'opportunités spécifiques, comme par exemple le partenariat au niveau du pays mis en place en Guinée; le PAOPA et le MTCP au niveau régional ; l'appui aux campagnes de plaidoyer des OP dans le cadre de programmes d'action tels que les Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers ou, plus récemment, l'Année internationale de l'agriculture familiale. Cette approche pragmatique et opportuniste présente de nombreux avantages, mais les progrès du partenariat demeurent fragiles et les réalisations risquent d'être perdues faute d'un mécanisme organisé de retour de l'information.

Il manque encore un système organisé et permanent de retour d'information à la suite des réunions entre le personnel du FIDA et les OP aux niveaux national ou régional. La conséquence en est que le programme de la réunion mondiale qui se tient à l'occasion du Conseil des gouverneurs et le choix des participants à cette réunion sont arrêtés tardivement au lieu de résulter d'un processus continu.

FIDA

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Roma, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
ifad-un.blogspot.com
www.facebook.com/ifad
www.twitter.com/ifadnews
www.youtube.com/user/ifadTV

ISBN 978-92-9072-468-1
9 789290 724681
Février 2014